

## CHAP. XCVIII.

NOTE.— *Ce statut devra former le titre troisième des statuts refondus de la province de Québec.*

Acte concernant le pouvoir exécutif.

[Sanctionné le 21 juin 1886.]

**S**A MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

## SECTION PREMIÈRE.

## DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR.

**1.** Le lieutenant-gouverneur, ou la personne administrant le gouvernement de la province, forme à lui seul une corporation. S. R. C., c. 10, s. 1. Lieut.-Gouverneur, constitué corporation.

**2.** Les obligations, cautionnements et autres instruments qui, en vertu de la loi, doivent lui être consentis en sa qualité officielle, lui sont consentis sous sa désignation officielle. Désignation sous laquelle les obligations, etc., lui sont consenties.

Tout montant qui doit lui être ainsi payé, lui est payé en sa qualité officielle ; le recouvrement peut s'en faire au moyen d'une poursuite intentée en son nom officiel. S. R. C., c. 10, s. 1. Sommes qui lui sont payées, etc.

**3.** Le montant de ces obligations, cautionnements ou autres instruments n'est payé ni n'appartient en aucun cas aux ayans cause du lieutenant-gouverneur, ou de la personne administrant le gouvernement de la province, pendant l'administration duquel ils ont été reçus. S. R. C., c. 10, s. 1. Propriété du montant de ces sommes, etc.

## SECTION DEUXIÈME.

## DU CONSEIL EXÉCUTIF.

**4.** Le conseil exécutif de la province de Québec est composé des personnes que le lieutenant-gouverneur juge à propos de nommer. 45 V., c. 2, s. 1. Composition du conseil exécutif.

**5.** Le lieutenant-gouverneur peut nommer, sous le grand sceau de la province, parmi les membres du conseil exécutif, les fonctionnaires suivants, qui restent en charge durant bon plaisir : le procureur général, le solliciteur général, le secrétaire de la province, le trésorier de la Fonctionnaires de l'exécutif.

province, le commissaire des terres de la couronne, et le commissaire de l'agriculture et des travaux publics 45 V., c. 2, s. 2; 48 V., c. 6, s. 2.

Traitement de ces fonctionnaires.

**6.** Celui de ces fonctionnaires qui occupe la position reconnue de premier ministre reçoit un traitement annuel de cinq mille piastres, et les autres reçoivent un traitement annuel de quatre mille piastres chacun, sans préjudice de leur indemnité comme conseiller législatif ou député. 45 V., c. 2, s. 3.

Leurs pouvoirs, devoirs, etc.

**7.** Les pouvoirs, devoirs et attributions des fonctionnaires qui forment partie du conseil exécutif peuvent être conférés par arrêté en conseil, en tout ou en partie, pour un temps limité ou autrement, à tout autre de ces fonctionnaires. 45 V., c. 2, s. 4.

### SECTION TROISIÈME.

#### DE LA CONSERVATION DES ANCIENNES ARCHIVES FRANÇAISES.

Règlements au sujet des archives.

**8.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, dans le but d'en disposer de manière à en rendre l'accès facile et peu dispendieux et à en répandre la connaissance, ainsi que dans le but de les mettre dans un état de sûreté et de conservation propres à les utiliser, peut faire des règlements concernant l'arrangement, le transport, la rédaction, l'impression, la publication, la distribution, la conservation et le dépôt, en tout ou en partie, des papiers, manuscrits et archives d'un intérêt important pour les habitants de la province qui possèdent des propriétés en vertu de titres obtenus avant la cession, ainsi que des diverses anciennes archives concernant la cité de Montréal et d'autres parties de la province. S. R. B. C., c. 3, s. 4.

Personnes qui les rendent en vertu de ces règlements.

**9.** Toute personne ayant en sa possession quelques papiers, manuscrits et archives appartenant avant la cession à un bureau ou dépôt public, et qui les rend en vertu de ces règlements, est justifiable comme si elle les eût livrés en vertu d'un statut à cet effet. S. R. B. C., c. 3, s. 4.

Personnes qui les retiennent.

**10.** Il n'est pas plus loisible à une personne qui a entre ses mains quelques uns de ces papiers publics ou manuscrits, ou quelques unes de ces archives, de les garder ou retenir en contravention à ces règlements, qu'il ne lui serait de le faire en contravention à un statut qui en ordonnerait expressément la transmission au bureau auquel ils appartiennent ou se rattachent. S. R. B. C., c. 3, s. 4.

## SECTION QUATRIÈME.

## DE LA DISPENSE DE L'USAGE DU PARCHEMIN.

**11.** Il n'est pas nécessaire d'écrire sur parchemin les commissions, lettres patentes, chartes d'incorporation et proclamations du lieutenant-gouverneur, ou autres documents publics de quelque nature que ce soit, émis par le gouvernement de la province.

Usage du parchemin pour certains documents aboli.

Ces documents publics peuvent être écrits ou imprimés sur papier ordinaire. 33 V., c. 7, s. 1.

Papier ordinaire, suffisant.

## SECTION CINQUIÈME.

## DES ENQUÊTES SUR LES AFFAIRES PUBLIQUES.

**12.** Chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos de faire instituer une enquête sur quelque objet qui a trait au bon gouvernement de la province, sur la gestion de quelque partie des affaires publiques, ou sur l'administration de la justice, et que cette enquête n'est pas régie par une loi spéciale, il peut, par une commission émise à cette fin, accorder aux commissaires chargés de conduire et diriger cette enquête, le pouvoir d'assigner devant eux des témoins, de leur faire rendre témoignage sous serment, soit de vive voix, soit par écrit, et de leur faire produire les documents et choses qu'ils jugent nécessaires pour la parfaite investigation des objets dont ils sont chargés de s'enquérir. 32 V., c. 8, s. 1.

Pouvoirs des commissaires nommés pour faire des enquêtes sur les affaires publiques.

**13.** Le bureau de la trésorerie et les commissaires nommés par lui; l'auditeur de la province; le bureau des inspecteurs des prisons, des hôpitaux et d'autres institutions, et chacun de ces inspecteurs; le bureau du service civil et les commissaires nommés par lui; le conseil de l'instruction publique et chacun de ses comités, ainsi que les commissaires nommés par eux; le surintendant de l'instruction publique; les secrétaires du département de l'instruction publique, et les inspecteurs d'écoles, ont, par la loi, le pouvoir mentionné dans l'article précédent; le lieutenant-gouverneur peut, par un arrêté en conseil, chaque fois qu'il le juge expédient dans l'intérêt du service public, conférer le même pouvoir à tout autre bureau, corps ou personne qui en fait la demande, à l'effet de procéder aux enquêtes qui doivent être instituées par eux. 31 V., c. 8, s. 16 et c. 9, s. 42; 32 V., c. 8, s. 2; 40 V., c. 22, s. 7; 41 V., c. 6, s. 8, et 46 V. c. 4, ss. 11 et 19.

Pouvoirs du bureau de la trésorerie et autres dans le cas d'enquêtes instituées par eux.

Assignation  
des témoins  
pour les causes  
indiquées ci-  
dessus.

Proviso.

**14.** Le pouvoir ainsi accordé par la loi, ou par le lieutenant-gouverneur sous l'autorité de l'un ou de l'autre des articles précédents, comporte avec lui le même pouvoir pour contraindre les témoins à comparaître et à rendre témoignage que celui dont sont revêtus les tribunaux en matière civile ; mais nul témoin n'est tenu de répondre à une question, quand sa réponse peut l'exposer à une poursuite criminelle. 32 V., c. 8, s. 3.

## SECTION SIXIÈME.

### DES AVIS PUBLICS.

Publication  
des annonces,  
etc.

**15.** Les annonces, les avis et documents quelconques qui doivent être publiés, le sont dans la Gazette Officielle de Québec, à moins que la loi ne prescrive un autre mode de publication. 31 V., c. 13, s. 3.

## SECTION SEPTIÈME.

### DES OFFICIERS PUBLICS.

#### § 1.—*De la nomination et de l'amovibilité des officiers publics.*

Nomination  
des officiers  
publics.

**16.** Hormis dispositions spéciales, tout officier ou employé public est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, par commission ou autrement, et reste en charge durant bon plaisir. 31 V., c. 8, s. 17.

Leur destitu-  
tion.

Leur suspen-  
sion.

**17.** Un officier ou un employé public, à titre permanent mais amovible, n'est destitué que par arrêté en conseil.

Le chef d'un département peut suspendre tout officier ou employé public qui appartient à son département ou qui en dépend ; il peut aussi faire cesser la suspension et le réintégrer. 31 V., c. 8, s. 17 ; 40 V., c. 9, s. 16.

#### § 2.—*Du renouvellement des commissions lors du décès du souverain.*

Commission  
des officiers au  
décès du sou-  
verain.

Proclamation  
pour leur don-  
ner droit de  
continuer leurs  
charges.

Leur serment  
d'allégeance  
près la pro-  
clamation.

**18.** Il n'est pas nécessaire de renouveler, au décès du souverain, les commissions ou nominations en vertu desquelles les officiers ou les employés publics de la province remplissaient leurs charges ou exerçaient leurs professions respectives sous le règne précédent ; mais une proclamation est émise par le lieutenant-gouverneur, autorisant tous ces officiers ou employés de continuer l'exercice de leurs fonctions ou professions.

Ces officiers ou employés doivent prêter le serment d'allégeance devant les officiers préposés à cet effet, le plus tôt possible après la proclamation. S. R. C., c. 12, s. 1.

**19.** Après l'émission de la proclamation et la prestation du serment, chaque officier ou employé public continue l'exercice des fonctions de sa charge ou profession, aussi pleinement que s'il était nommé de nouveau par une commission ou par un arrêté en conseil sous le nouveau souverain; toutes choses accomplies et tous actes faits de bonne foi par ces officiers ou employés dans l'exécution de leurs fonctions respectives, entre le temps du décès et celui de l'émission de la proclamation, sont bons et valides, si toutefois le serment d'allégeance est prêté. S. R. C., c. 12, s. 1.

Effet de la proclamation et de la prestation du serment.

§ 3.—*Des serments d'allégeance et d'office.*

**20.** Toute personne nommée à une charge ou à un emploi, tout maire, tout membre ou officier d'une corporation publique, ou toute personne admise à pratiquer comme avocat, notaire ou arpenteur, doit faire et souscrire, en sus du serment d'office prescrit par la loi pour le parfait accomplissement des devoirs de sa charge et le fidèle exercice de sa profession, le serment d'allégeance suivant, savoir :

Serment d'allégeance et d'office de certains officiers et hommes de profession.

"Je A. B., jure que je serai fidèle et porterai vraie allégeance à Sa Majesté la reine Victoria, (ou au souverain régnant pour le temps,) ses hoirs et successeurs, selon la loi. "Ainsi que Dieu me soit en aide." S. R. C., c. 12, s. 3; S. R. B. C., c. 37, cédula A; A. U., cédula 5; Acte Impérial des serments promissaires de 1868, s. 2; 43-44 V., c. 17, cédula A.

**21.** La formule ci-dessus est celle du serment d'allégeance qui est administré aux personnes, qui, soit de leur propre mouvement, soit en conformité d'une réquisition légalement faite, ou en obéissance aux prescriptions d'un statut, veulent ou doivent prêter ce serment. S. R. C., c. 12, s. 4.

Formule du serment d'allégeance.

**22.** Les juges, les magistrats, et toutes autres personnes autorisées soit en vertu de leurs charges soit par commission spéciale de la couronne à cet effet, peuvent administrer le serment d'allégeance. S. R. C., c. 12, s. 4.

Administration du serment.

§ 4.—*Du cautionnement des officiers publics.*

**23.** Toute personne nommée à une charge ou à un emploi dans un département public du gouvernement, ou à une charge ou fonction de confiance, dans lesquels elle reçoit ou paie des deniers publics, doit fournir un cautionnement. 32 V., c. 9, ss. 1 et 2.

Cautionnement des officiers des départements publics, etc.

Cautionnement des officiers judiciaires.

**24.** Les protonotaires de la cour supérieure, les greffiers de la cour de circuit, les shérifs, les coroners, les huissiers de la cour supérieure et les régistrateurs, sont également tenus de fournir un cautionnement. S. R. B. C., c. 37, s. 102 ; c. 82, s. 9 ; c. 83, s. 162 ; c. 92, s. 1 ; 26 V., c. 15, s. 1.

Cautionnement d'autres officiers.

**25.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi exiger de tout autre officier ou employé public, ou de toute autre classe d'officiers ou d'employés publics, qu'ils fournissent un cautionnement. 32 V., c. 9, s. 2.

Montant du cautionnement.

**26.** Le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, fixe le montant du cautionnement et le délai durant lequel il doit être consenti, s'ils ne sont pas déjà fixés par la loi.

Insuffisance du cautionnement.

Il peut également déclarer insuffisant tout cautionnement déjà fourni, et exiger qu'un autre cautionnement soit donné à sa place. 32 V., c. 9, s. 2.

Raisons de l'obligation de donner cautionnement.

**27.** Le cautionnement donné par un officier ou un employé public est une garantie de sa fidélité dans l'accomplissement de ses devoirs ; de la reddition de compte et du paiement des deniers, publics ou autres, placés entre ses mains ou sous son contrôle, aux personnes qui sont autorisées à les recevoir ou qui y ont droit ; du parfait accomplissement, en toute circonstance, des obligations qui lui sont imposées ; et du paiement des dommages que la province, ou que toute personne, pourrait souffrir par sa négligence, son inconduite ou sa malversation. S. R. B. C., c. 37, s. 102 ; c. 82, s. 9 ; c. 83, s. 162 ; c. 92, s. 2 ; 32 V., c. 9, s. 1.

Espèces de cautionnements.

**28.** Ce cautionnement doit être un cautionnement par nantissement de deniers ou de débentures, ou un cautionnement par police de garantie ; ou, à l'option du lieutenant-gouverneur en conseil, un cautionnement hypothécaire. 32 V., c. 9, s. 3 ; 42-43 V., c. 6, s. 1 ; 47 V., c. 5, s. 1.

Cautionnement par nantissement.

**29.** Le cautionnement par nantissement consiste dans le dépôt fait par l'officier ou l'employé public, ou par toute caution pour lui, d'une somme d'argent égale au montant de la garantie, entre les mains du trésorier de la province ou à son crédit dans une banque approuvée par lui ; ou dans le dépôt fait par l'officier ou l'employé public, ou par toute caution pour lui, entre les mains du trésorier, de débentures approuvées par ce dernier et jusqu'à concurrence du montant requis, au taux fixé.

Cautionnement par police de garantie.

Le cautionnement par police de garantie consiste dans une police de garantie en faveur du trésorier de la province émise par la société d'assurance européenne, men-



tionnée dans l'acte impérial, vingt-deux Victoria, chapitre vingt-cinq, ou par toute compagnie constituée en corporation et autorisée pour les mêmes objets, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le cautionnement hypothécaire consiste dans une constitution d'hypothèque dûment enregistrée, consentie sur des biens-fonds de valeur suffisante, par l'officier ou l'employé public ou par toute caution pour lui, jusqu'à concurrence du montant requis, en faveur du trésorier de la province. 32 V., c. 9, s. 3.

Cautionnement hypothécaire.

**30.** Toute personne peut prendre communication du document qui constitue le cautionnement, au département du trésor, en payant l'honoraire qui est fixé par arrêté en conseil. S. R. B. C., c. 92, s. 3.

Communication du document qui crée le cautionnement.

**31.** Dans le cas d'un cautionnement par nantissement, tous les intérêts provenant des deniers ou des débetures donnés en gage appartiennent et sont remis à la personne qui a fourni ce cautionnement, tant qu'il n'y a pas eu de violation d'icelui. 32 V., c. 9, s. 7.

Propriété des intérêts des deniers, donnés en gage dans le cas de cautionnement.

**32.** Les deniers et les débetures donnés en gage ne sont pas, pendant la durée du cautionnement, sujets à la saisie-arrest, avant ou après jugement. 32 V., c. 9, s. 9.

Insaisissabilité de ces deniers, etc.

**33.** La caution d'un officier ou d'un employé public peut libérer les deniers ou débetures par elle données en gage, ou les biens-fonds par elle hypothéqués, de toute obligation future résultant de son cautionnement, en donnant au trésorier de la province avis préalable à cet effet d'au moins trois mois. 32 V., c. 9, s. 8.

Libération de la caution après avis.

**34.** La prime de police de garantie dans le cas d'officiers ou d'employés publics salariés par le gouvernement, est payée par le trésorier de la province, qui en prend le reçu et le dépose parmi les archives du département du trésor.

Paiement de la prime de police de garantie dans le cas d'officiers salariés.

La somme ainsi payée par le trésorier pour chaque officier ou employé est retenue sur son traitement. 42-43 V., c. 6, ss. 2 et 3.

Retenue dans ces cas.

**35.** Dans le cas d'officiers ou d'employés publics non salariés par le gouvernement, chacun d'eux doit, dans le mois avant l'expiration de la garantie, transmettre au département du trésor un reçu de renouvellement, ou une nouvelle police de garantie. 42-43 V., c. 6, s. 4.

Reçu de la police dans le cas d'officiers non salariés.

**36.** Le cautionnement hypothécaire a l'effet d'une obligation principale jusqu'à concurrence du montant d'icelui, hypothécaire.

Effet du cautionnement hypothécaire.

bien que la somme recouvrable par suite de la violation du cautionnement soit incertaine et indéterminée.

Son rang.

Cette hypothèque prend rang à compter du jour où le cautionnement a été enregistré. 32 V., c. 9, s. 4.

Radiation de l'hypothèque.

37. L'hypothèque ainsi constituée est radice au moyen du certificat de l'un des officiers en loi de la couronne, en conformité de l'article 2151 du code civil. 32 V., c. 9, s. 5.

Rapports sur la suffisance des cautionnements.

38. Le trésorier de la province doit, de temps à autre, s'enquérir de la suffisance des cautionnements ; et si un cautionnement a cessé d'être suffisant, il doit en communiquer le fait au lieutenant-gouverneur en conseil. 32 V., c. 9, s. 11.

Déchéance d'emploi à défaut de cautionnement.

39. Tout officier ou employé public qui néglige de fournir, de continuer ou renouveler un cautionnement, lorsqu'il est tenu de le faire, est par le fait même déchu de sa charge ou de son emploi ; mais cette déchéance n'invalide pas les actes faits pendant qu'il occupait son office.

Prolongation des délais pour le fournir.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prolonger le délai pour fournir le cautionnement, s'il appert que ce délai est insuffisant par suite de circonstances particulières ; il peut aussi, chaque fois que le défaut de fournir

Relève de la déchéance.

le cautionnement ne provient pas d'une négligence volontaire, remettre la peine de la déchéance et réintégrer l'officier ou l'employé ainsi déchu. 32 V., c. 9, s. 12.

Emploi du nom du trésorier dans les poursuites, non nécessaire.

40. Dans les documents faits, de même que dans les actions intentées en vertu de ce paragraphe, il n'est pas nécessaire de se servir du nom personnel du trésorier de la province. 32 V., c. 9, s. 19.

Valeur du certificat dans le cas de violation de cautionnement.

41. Dans les actions intentées pour le recouvrement d'une somme due en vertu d'un cautionnement, à raison de la violation d'icelui, le certificat du trésorier de la province est une preuve de cette violation et de l'exigibilité du montant. 32 V., c. 9, s. 10.

Effet du cautionnement.

42. Le cautionnement a effet en premier lieu et par préférence en faveur du trésorier pour couvrir toute perte causée à la province par la violation d'icelui, et en second lieu en faveur des personnes qui ont subi des pertes à raison de cette violation.

Recouvrement des pertes à même le cautionnement.

Ces personnes, ayant préalablement obtenu l'autorisation de l'un des officiers en loi de la couronne, peuvent, pour leur propre avantage, mais à leurs propres risques en ce qui concerne les frais, intenter une action au nom du trésorier de la province pour le recouvrement de leurs pertes à même ce cautionnement. 32 V., c. 9, s. 14.



**43.** L'autorisation mentionnée dans l'article précédent ne doit pas être accordée à moins que la personne qui en fait la demande ne fournisse un cautionnement à la satisfaction de l'un des officiers en loi de la couronne, pour le paiement des frais recouvrables en cas d'insuccès dans le procès, ou dans les procédures qui s'y rapportent. 32 V., c. 9, s. 15.

**44.** Sur paiement de l'honoraire qui est fixé par arrêté en conseil, toute personne munie de cette autorisation peut obtenir de l'assistant-trésorier de la province, une copie du document qui constitue le cautionnement sur lequel elle propose de baser son action.

Cette copie, qui doit être certifiée par l'assistant-trésorier, forme une preuve authentique du cautionnement. 32 V., c. 9, s. 16.

**45.** Sauf pour les registrateurs,—la remise des deniers ou des débentures peut être faite, ou le certificat de radiation être accordé, dans le cours de l'année du décès, de la démission ou de la destitution de l'officier ou de l'employé public, et dans le cas de la révocation du cautionnement, dans le cours de l'année qui suit les trois mois après l'avis de la révocation, si le trésorier de la province est d'opinion qu'il n'y a pas eu violation du cautionnement. 32 V., c. 9, s. 6.

**46.** Si, dans les trois années du décès, de la démission ou de la destitution d'un registrateur, ou si, dans les trois années qui suivent les trois mois après l'avis de la révocation par sa caution, il n'appert pas que ce registrateur se soit rendu coupable de négligence, d'inconduite ou de malversation, le cautionnement fourni devient éteint.

Si, dans l'année du décès, de la démission ou de la destitution de tout officier ou employé public autre qu'un registrateur, ou si, dans l'année qui suit les trois mois après l'avis de la révocation par la caution de cet officier ou de cet employé, il n'appert pas qu'il se soit rendu coupable de négligence, d'inconduite ou de malversation, le cautionnement fourni devient également éteint.

Dans les deux cas, les deniers ou les débentures donnés en gage sont ensuite remis, ou l'hypothèque radiée, suivant le cas.

Toutefois, ces officiers et ces employés publics, ainsi que leurs représentants légaux, restent responsables personnellement, conformément aux dispositions du code civil, des dommages qui peuvent résulter de leur négligence, inconduite ou malversation. S. R. B. C., c. 37, s. 104; c. 92, s. 7; 32 V., c. 9, s. 6.

Montants des  
cautionne-  
ments à four-  
nir.

Par protono-  
taire ;

Par greffier ;

Par shérif ;

Par coroners ;

Par huissiers ;

Par régistra-  
teurs ;

Par surinten-  
dant de l'ins-  
truction publi-  
que.

Délais pour les  
fournir de la  
part des offi-  
ciers judici-  
naires.

Idem de la  
part des régis-  
trateurs.

**47.** Les cautionnements qui doivent être fournis par les officiers ci-après mentionnés, le sont pour les montants suivants, savoir :

1. Par les protonotaires de la cour supérieure des districts de Québec et Montréal, quatre mille piastres chacun ; et par ceux des autres districts, deux mille piastres chacun.

2. Par les greffiers de la cour de circuit, six cents piastres chacun.

3. Par le shérif du district de Montréal, douze mille piastres ; par celui du district de Québec, huit mille piastres ; par celui du district des Trois-Rivières, quatre mille piastres ; et par les shérifs des autres districts, deux mille piastres chacun.

4. Par les coroners des districts de Québec et Montréal, mille quatre cent piastres chacun ; par celui du district des Trois-Rivières, quatre cents piastres ; par ceux des districts de St. François et Gaspé, deux cents piastres chacun ; par ceux des districts d'Ottawa et Kamouraska, la somme fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil ; et par ceux des autres districts, la somme fixée aussi par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais ne devant pas excéder celle fixée pour les districts d'Ottawa et Kamouraska.

5. Par les huissiers de la cour supérieure, quatre cents piastres chacun.

6. Par le registrateur de la division d'enregistrement de Québec, seize mille piastres ; par ceux des deux divisions d'enregistrement de Montréal et de la division d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques Cartier, dix mille piastres chacun ; par ceux des divisions d'enregistrement des Trois-Rivières et Sherbrooke, huit mille piastres chacun ; et par ceux des autres divisions d'enregistrement, quatre mille piastres chacun.

7. Par le surintendant de l'instruction publique, huit mille piastres. S. R. B. C., c. 15, s. 23 ; c. 37, s. 102 ; c. 83, s. 162 ; c. 92, s. 2 ; 36 V., c. 15, s. 3 ; 38 V., c. 17, s. 10 ; 39 V., c. 15, s. 2.

**48.** Les protonotaires de la cour supérieure, les greffiers de la cour de circuit, les shérifs, les coroners et les huissiers de la cour supérieure doivent fournir leur cautionnement dans l'espace de trois mois de la date de leur nomination et avant d'entrer en fonctions.

2. Les registrateurs doivent fournir leur cautionnement dans l'espace d'un mois de la date de leur nomination, s'ils sont alors dans la province ; et dans celui de trois mois, s'ils sont absents, à moins qu'il n'arrivent avant l'expiration des deux premiers mois, et dans ce cas, dans l'espace d'un mois après leur arrivée. S. R. B. C., c. 37, s. 102 ; c. 82, s. 9 ; c. 83, s. 162 ; c. 92, s. 1.

**49.** Tout shérif ou coroner qui agit comme tel en matières civiles, sans avoir préalablement fourni son cautionnement, ou sans l'avoir renouvelé, le cas échéant, encourt une pénalité n'excédant pas deux mille piastres, dont la moitié appartient à Sa Majesté, et l'autre moitié à celui qui, sous six mois après l'offense commise, en fait la poursuite. Pénalité contre shérifs pour ne les avoir pas fournis.  
S. R. B. C., c. 92, s. 6.

**50.** Le trésorier de la province doit produire, pour l'instruction de la législature, dans les quinze jours après l'ouverture de chaque session, un état détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité du présent paragraphe et des changements qui peuvent y avoir été faits, depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la législature. Etats annuel des cautionnements fournis.  
32 V., c. 9, s. 17.

§ 5.—*De la limitation des traitements.*

**51.** Nul officier ou employé public de la province ne doit recevoir un traitement plus élevé que trois mille piastres par année. Maximum du traitement des officiers publics.  
43-44 V., c. 19, s. 6.

SECTION HUITIÈME.

DES DÉPARTEMENTS ADMINISTRATIFS.

**52.** Pour l'administration des affaires publiques de la province, les départements ci-après nommés sont constitués : Constitution des départements publics.

1. Le département du conseil exécutif, présidé par le premier ministre ; Conseil exécutif.
2. Le département des officiers en loi de la couronne présidé par ces fonctionnaires ; Officiers en loi de la couronne.
3. Le département du secrétaire de la province, présidé par ce fonctionnaire ; Secrétariat.
4. Le département du trésor, présidé par le trésorier de la province ; Trésor.
5. Le département des terres de la couronne, présidé par le commissaire des terres de la couronne ; Terres de la couronne.
6. Le département de l'agriculture et des travaux publics, présidé par le commissaire de l'agriculture et des travaux publics ; Agriculture et travaux publics.
7. Le département de l'instruction publique, qui relève du secrétaire de la province, mais dont la direction administrative est confiée au surintendant de l'instruction publique. Instruction publique.

31 V., c. 8, s. 2 ; 32 V., c. 11, s. 1 ; 32 V., c. 15, ss. 1 et 2 ;  
39 V., c. 15, s. 1 ; 48 V., c. 6, s. 3 et 49-50 V., c. 4.

## SECTION NEUVIEME.

## DU SERVICE CIVIL.

§ 1.—*De la composition du service civil.*Composition du  
service civil.

**53.** Les membres du service civil sont les sous-chefs, les commis et les messagers employés en permanence au siège du gouvernement dans les départements, et les officiers spéciaux qui y sont pareillement employés, si pour ces derniers le lieutenant-gouverneur en conseil le prescrit. 40 V., c. 9, s. 1.

§ 2.—*Des sous-chefs.*

Sous-chefs.

**54.** Les sous-chefs sont :

1. Le greffier du conseil exécutif ;
2. L'assistant des officiers en loi de la couronne ;
3. L'assistant-secrétaire de la province ;
4. Le député-régistrare de la province ;
5. L'assistant-trésorier de la province ;
6. L'auditeur de la province ;
7. L'assistant-commissaire des terres de la couronne ;
8. L'assistant-commissaire de l'agriculture et des travaux publics ;

9. Les secrétaires du département de l'instruction publique. 31 V., c. 8, s. 3 ; 39 V., c. 15, ss. 8 et 10.

Sous-chefs  
conjoint.

**55.** Lorsqu'il y a deux sous-chefs dans le même département, ils sont désignés sous le nom de sous-chefs conjoints, ou de premier et second sous-chef, suivant le cas. 31 V., c. 8, s. 3.

Traitement  
des sous-chefs.

**56.** Chaque sous-chef reçoit un traitement de deux mille piastres pour la première année qui suit sa nomination, et il peut recevoir une augmentation annuelle de cent piastres jusqu'à ce que son traitement ait atteint le chiffre maximum. 40 V., c. 9, s. 3.

Maximum du  
traitement.

**57.** Le maximum du traitement des sous-chefs, est de deux mille quatre cents piastres par année. 40 V., c. 9, s. 2.

§ 3.—*Des commis.*Classes des  
commis.

**58.** Les commis sont divisés en cinq classes, dénommées comme suit : première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième. 40 V., c. 9, s. 4.

Assignation  
de la classe  
d'un commis

**59.** Tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, nommant une personne à une charge de commis, doit assi-

gner à cette personne l'une des cinq classes ; et le traitement de ce commis est fixé d'après la classe qui lui est ainsi assignée, conformément aux dispositions suivantes. 40 V., c. 9, s. 6.

60. Un commis de cinquième classe reçoit un traitement de six cents piastres pour sa première année de service, et peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de cinquante piastres jusqu'à ce que son traitement s'élève à huit cents piastres par année. 40 V., c. 9, s. 7.

61. Un commis de quatrième classe reçoit un traitement de huit cents piastres pour sa première année de service, et peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de cinquante piastres jusqu'à ce que son traitement s'élève à mille piastres par année. 40 V., c. 9, s. 8.

62. Un commis de troisième classe reçoit un traitement de mille piastres pour sa première année de service, et peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de cinquante piastres jusqu'à ce que son traitement s'élève à douze cents piastres par année. 40 V., c. 9, s. 9.

63. Un commis de deuxième classe reçoit un traitement de douze cents piastres pour sa première année de service, et peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de cinquante piastres jusqu'à ce que son traitement s'élève à quatorze cents piastres par année. 40 V., c. 9, s. 10.

64. Un commis de première classe reçoit un traitement de quatorze cents piastres pour sa première année de service, et peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de cinquante piastres jusqu'à ce que son traitement s'élève à seize cents piastres par année. 40 V., c. 9, s. 11.

65. Aucun commis ne peut recevoir l'augmentation de traitement, à moins d'avoir servi une année entière dans la classe qui lui a été assignée et d'avoir un certificat du sous-chef du département où il a ainsi servi, attestant sa bonne conduite et l'efficacité de son service. 40 V., c. 9, s. 12.

66. Un commis ne peut être promu à une classe supérieure qu'après avoir fait quatre années de service dans la classe qu'il occupe, à moins que, pour des raisons spéciales, le lieutenant-gouverneur en conseil en ordonne autrement. 40 V., c. 9, s. 13.

Date du paiement du traitement augmenté.

**67.** Dans le cas de promotion d'une classe à une autre, l'augmentation du traitement, s'il y a lieu, n'est payable qu'à dater du premier du mois qui suit la date de la promotion. 40 V., c. 9, s. 22.

#### § 4.—Des officiers spéciaux.

Nomination d'officiers spéciaux.

**68.** Si les affaires d'un département exigent qu'un employé possède des connaissances professionnelles, scientifiques ou techniques spéciales, toute personne qui possède ces connaissances peut être nommée, pour être employée à ce département, à titre d'officier spécial, avec les appointements jugés convenables.

Leur rang.

Les officiers spéciaux ne sont rangés dans aucune des classes de commis. 40 V., c. 9, s. 14.

#### § 5.—Des secrétaires particuliers.

Nomination, etc., des secrétaires privés des chefs de département.

**69.** Toute personne qui possède les qualités requises, peut être nommé secrétaire particulier du chef d'un département, à titre d'employé temporaire, et reçoit un traitement qui ne peut excéder mille piastres par année.

Si c'est un commis permanent qui est nommé.

Un commis permanent du service civil peut aussi être nommé à cette charge, mais en la remplissant il ne reçoit aucune allocation en sus de son traitement.

#### § 6.—Des employés surnuméraires.

Employés surnuméraires dans les départements.

**70.** Lorsque, par suite d'un surcroît temporaire d'ouvrage ou pour toute autre cause, il devient nécessaire de se procurer l'aide d'employés surnuméraires dans un département, le nombre de personnes dont il est besoin, peuvent, à la demande du sous-chef, être employées temporairement.

Leurs traitements.

**71.** Le taux de la rémunération pour ce service temporaire ne doit pas dépasser le minimum du traitement d'un commis de cinquième classe, à moins que l'ouvrage à faire ne soit d'une nature technique ou n'exige des connaissances spéciales.

#### § 7.—Des messagers.

Traitement des messagers.

**72.** Lorsqu'un messager entre au service d'un département, il reçoit le traitement que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil, lequel ne doit pas excéder quatre cents piastres pour la première année.

Leur augmentation.

Il peut ensuite recevoir une augmentation annuelle de quarante piastres jusqu'à ce que son traitement ait atteint le chiffre de six cents piastres. 40 V., c. 9, s. 15.



§ 8.—*Du bureau du service civil.*

**73.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, parmi les sous-chefs, pas moins de cinq d'entre eux qui forment un bureau d'examineurs pour le service civil. 31 V., c. 8, s. 3 ; 39 V., c. 15, s. 10.

Constitution  
d'un bureau  
d'examina-  
teur pour le  
service civil.

**74.** Le plus ancien par la date de sa commission, ou par la date d'une autre commission du même rang ou d'un rang supérieur obtenue antérieurement à sa charge actuelle, ou en cas d'égalité sous ce rapport, le plus âgé des deux officiers dont la commission est de la même date, préside le bureau d'examineurs. 31 V., c. 8, s. 5.

Président de  
ce bureau.

**75.** Il est du devoir du bureau d'examineurs :

Devoir du bu-  
reau :  
Règlements ;

1. De faire des règlements relatifs aux qualités que doivent posséder les aspirants aux emplois de commis ou de messenger dans le service civil, et aussi aux examens à subir pour les cinq classes de commis et pour les emplois de messenger, lesquels règlements sont sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil ;

2. D'examiner les aspirants qui se présentent, en conformité des règlements du bureau ou d'autres règlements faits par le lieutenant-gouverneur en conseil ;

Examen des  
aspirants ;

3. De tenir un registre des aspirants à l'examen, lequel doit indiquer le nom, l'âge, le lieu de la naissance et la résidence de chaque aspirant, et le résultat de son examen mentionnant la branche particulière du service civil, s'il en est, pour laquelle l'aspirant qui a subi son examen, peut, dans l'opinion des examineurs, avoir manifesté une aptitude spéciale ;

Registres des  
aspirants ;

4. D'accorder des certificats de capacité aux aspirants dont l'examen, quant à leur aptitude, et les certificats, quant à leur caractère moral, ont été trouvés satisfaisants,

Octroi des cer-  
tificats aux as-  
pirants.

5. De faire transmettre au greffier du conseil exécutif, avec toute la diligence convenable, copie des minutes de chaque délibération du bureau, certifiées par le président. 31 V., c. 8, s. 6 ; 40 V., c. 9, s. 19.

Rapport au  
conseil exécu-  
tif.

**76.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les jours et le lieu où se tiennent les séances du bureau d'examineurs pour les examens, et il en est donné avis dans la gazette officielle de Québec. 31 V., c. 8, s. 7.

Date et lieu  
des séances  
du bureau.

**77.** Tout candidat doit transmettre, au moins huit jours avant l'examen, une demande d'admission à l'examen, et les candidats sont examinés dans l'ordre de la réception de leur demande ; mais ceux qui sont porteurs d'un diplôme d'une des universités incorporées ou d'une des écoles normales

Devoirs des  
candidats aux  
admissions à  
l'examen.  
Proviso.

de la province, ont préséance sur les autres candidats.  
31 V., c. 8, s. 8.

Espèces de  
certificats.

78. Le bureau d'examineurs accorde des certificats correspondant aux cinq classes de commis. 40 V., c. 9, s. 19.

Bureau consti-  
tué, conseil  
de discipline.

79. Le bureau d'examineurs est aussi un conseil de discipline pour le service civil, et peut faire rapport au secrétaire de la province de projets de règlements pour la régie intérieure des départements.

Approbation  
des règle-  
ments faits à  
cette fin.

Le secrétaire de la province soumet, s'il le juge à propos, ces projets de règlements à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, et lorsqu'ils sont adoptés, ils ont force de loi. 31 V., c. 8, s. 14.

Nom du bu-  
reau.

80. Le bureau d'examineurs est appelé : " Bureau du service civil." 31 V., c. 8, s. 18.

Enquête sur la  
conduite des  
employés.

81. Lorsque le bureau du service civil reçoit copie d'un arrêté en conseil lui enjoignant de s'enquérir de la conduite d'un employé du service civil, il doit s'enquérir de la conduite de cet employé et des plaintes qui ont été portées contre lui.

Pouvoir du  
bureau à cette  
fin.

Le bureau a le pouvoir d'interroger des témoins, et de nommer un ou plusieurs commissaires pour examiner les employés et les témoins.

Enquête en  
cas d'urgence.

Une enquête, en cas d'urgence, peut avoir lieu sur un ordre de renvoi du membre du conseil exécutif qui préside le département dont l'employé fait partie. 31 V., c. 8, s. 16.

Allouances  
au bureau.

82. Il est alloué, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil une somme suffisante pour les dépenses contingentes du bureau du service civil, et le président du bureau doit en rendre compte au trésorier de la province. 31 V., c. 8, s. 19.

#### § 9.—Dispositions générales.

Règles pour  
l'administra-  
tion des dé-  
partements.

83. Le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, peut réglementer la régie, la direction et l'administration des départements, et peut, au besoin, créer des charges et des emplois en iceux ; il peut aussi fixer, de temps à autre, le nombre d'employés permanents nécessaires pour les fins du service public dans les départements.

Nomination  
des sous-chefs.

84. Les sous-chefs, les officiers spéciaux et les employés temporaires et surnuméraires peuvent être nommés sans examen préliminaire.

Nul ne peut être nommé commis ou messenger permanent, s'il n'est porteur d'un certificat correspondant à la classe d'emploi qu'il est appelé à occuper, ou à une classe supérieure. 31 V., c. 8, s. 10 ; 40 V., c. 9, s. 20.

Nomination  
des commis,  
etc.

85. Les sous-chefs, les commis permanents, les officiers spéciaux et les messagers en permanence, sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil ; mais la promotion des commis se fait sur le rapport du sous-chef, approuvé par le chef du département, et l'augmentation du traitement des commis et des messagers se fait de la même manière.

Nomination  
des sous-chefs.  
  
Promotion des  
commis.

Les secrétaires particuliers et les employés surnuméraires sont nommés par le chef du département. 40 V., c. 9, s. 12.

Nomination  
des secrétaires  
privés, etc.

86. Les sous-chefs des départements et les employés du service civil, avant d'entrer en fonctions, prêtent le serment d'allégeance ainsi que celui contenu dans la cédule A ci-annexée.

Serment d'allé-  
geance et  
d'office des  
sous-chefs,  
etc. ;

Les mêmes serments peuvent être exigés des secrétaires particuliers et des employés surnuméraires par le chef du département.

Des secrétaires  
privés, etc.

2. Outre les serments ci-dessus mentionnés, le greffier du conseil exécutif et ses employés, ainsi que tout autre sous-chef ou employé lorsqu'il en est requis par le lieutenant-gouverneur en conseil, prêtent celui contenu dans la cédule B ci-annexée.

Autre serment  
par certains  
employés.

3. Ces serments sont prêtés par le greffier du conseil exécutif devant le lieutenant-gouverneur ou devant une personne autorisée à cet effet ; et ils sont prêtés par les autres sous-chefs et par les employés devant le greffier du conseil exécutif.

Personnes qui  
peuvent les  
faire prêter.

4. Un registre de ces serments est tenu par le greffier du conseil exécutif. 31 V., c. 8, s. 12.

Registre de ces  
serments.

#### CÉDULE A.

Je, A. B, jure que je remplirai les devoirs de ma charge de avec honnêteté et justice, et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoique ce soit par ou avec le gouvernement, à part de mon traitement, ou de ce qui me sera alloué par la loi ou par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. Ainsi que Dieu me soit en aide. 40 V., c. 9, s. 24.

## CÉDULE B.

Je, A. B. jure de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoique ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de mon emploi. Ainsi Dieu me soit en aide.

**Contravention à ces serments.** 87. Un sous-chef ou un employé qui manque ou contrevient à ces serments est immédiatement destitué. 31 V., c. 8, s. 13.

**Devoirs du sous-chef.** 88. Le sous-chef de chaque département surveille et dirige les employés de son département.

**Son contrôle.** Il est chargé du contrôle général des affaires qui s'y traitent, sous la direction du chef, et exerce les autres pouvoirs et devoirs qui lui sont assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**Son droit de suspendre un employé.** En l'absence du chef, il peut suspendre tout employé du département qui refuse ou néglige d'obéir à ses ordres, ou dont la conduite est jugée par lui répréhensible ; il doit en faire rapport au chef du département. 40 V., c. 9, s. 16.

**Remplacement des sous-chefs absents.** 89. Le chef du département peut charger un commis de première classe, ou un officier spécial de son département, de remplir les devoirs du sous-chef en l'absence de ce dernier ; et, pendant tout le temps que ce commis ou cet officier remplit ces devoirs, il a tous les pouvoirs du sous-chef absent. 40 V., c. 9, s. 17.

**Emploi d'officiers d'autres départements.** 90. Lorsque les employés d'un département ne peuvent expédier, avec toute la diligence requise pour le service public, la besogne qui leur est confiée, et que de l'aide peut être obtenu de la part d'employés d'autres départements, le sous-chef de ce département peut s'entendre avec les sous-chefs d'autres départements pour avoir temporairement les services du nombre d'employés nécessaires ; et ces employés doivent fournir leurs services sans augmentation d'appointements. 31 V., c. 8, s. 20.

**Rapport mensuel des sous-chefs.** 91. Tous les mois, le sous-chef de chaque département est tenu de faire, au chef du département, un rapport exact de la régularité et de l'efficacité du service de tous les employés sous son contrôle. 40 V., c. 9, s. 18.

**Fonds à même lequel est pris le paiement des officiers, etc.** 92. Le paiement du traitement des membres permanents du service civil et des secrétaires particuliers, ainsi que des dépenses contingentes du bureau du service civil, est fait sur le fonds consolidé du revenu ; mais la rémunération des employés surnuméraires est payée sur les fonds

votés par la législature pour le paiement des dépenses contingentes des départements où ils sont employés.

**93.** Dans les premiers quinze jours de chaque session de la législature, il doit être soumis à l'assemblée législative un rapport de toutes les nominations et promotions faites dans le service civil depuis la session précédente, ainsi que copie des arrêtés en conseil concernant ces promotions. 40 V., c. 9, s. 23. Rapport à la législature.

## SECTION DIXIÈME.

### DES PENSIONS DES EMPLOYÉS PUBLICS.

#### § 1.—*De la pension des employés.*

**94.** Il est accordé par le lieutenant-gouverneur en conseil une pension annuelle à tout membre permanent du service civil, qui a servi comme tel durant l'espace de dix années ou plus, et qui a atteint l'âge de soixante ans révolus ou qui est incapable de remplir ses devoirs ordinaires par suite d'infirmités physiques ou mentales, pourvu que ces infirmités ne soient pas le résultat d'une conduite mauvaise. 44-45 V., c. 14, s. 1 ; 48 V., c. 6, s. 3. Pension des officiers en retraite.

**95.** Cette pension est calculée d'après le nombre total des années de service de l'officier ou de l'employé public et la moyenne de son traitement pendant les trois années qui ont précédé immédiatement sa retraite, en la manière suivante, savoir : Base du calcul de cette pension.

Pour dix ans de service, dix cinquantièmes de cette moyenne de traitement ;

Pour onze ans, onze cinquantièmes ;

Pour douze ans, douze cinquantièmes, et ainsi de suite, en ajoutant un cinquantième de cette moyenne de traitement pour chaque année additionnelle de service, jusqu'à trente-cinq cinquantièmes inclusivement. 40 V., c. 10, s. 2 ; 44-45 V., c. 14, s. 2.

**96.** Aucune allocation additionnelle ne peut être accordée pour plus de trente-cinq années de service. Limitation de la pension.

Les interruptions survenues pendant la durée du service ne sont pas comprises dans le nombre d'années qui donne droit à la pension. 40 V., c. 10, s. 4. Interruption du service.

**97.** Si le rapport du chef du département auquel appartient un officier ou un employé public qui doit être mis à la retraite, démontre que les services de cet employé n'ont pas été satisfaisants pour autres causes que l'âge ou la santé, le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui accorder une pension moindre que celle que la loi lui accorde. 44-45 V., c. 14, s. 1. Diminution de la pension dans certains cas.

**Services avant l'union.** **98.** Le temps qu'un officier ou un employé public peut avoir servi avant l'union, comme titulaire permanent et salarié d'une charge qui donne droit à une pension en vertu de la présente section, est compté. 40 V., c. 10, s. 3.

**Employés assimilés pour la même fin.** **99.** La même pension est accordée, aux mêmes conditions, au greffier du conseil législatif, au greffier de l'assemblée législative, et à tous les officiers, commis et messagers permanents du conseil législatif et de l'assemblée législative; au greffier de la couronne en chancellerie; aux officiers permanents de la bibliothèque de la législature; et au greffier en loi de la législature, ainsi qu'aux employés et messagers permanents de ce dernier. 40 V., c. 10, s. 5.

**Retenue annuelle sur les traitements.** **100.** Chaque année, il est fait, sur le traitement de tout officier ou employé public auquel s'applique la présente section, une retenue de cinq par cent pour les trois premières années, et de trois par cent pour les années suivantes de son service.

**Versement de la retenue.** Cette retenue est versée mensuellement au fonds consolidé du revenu. 40 V., c. 10, s. 7; 44-45 V., c. 14, s. 4.

### § 2.—De la pension des veuves et des enfants.

**Pension de la veuve de l'officier.** **101.** A partir du premier jour du mois qui suit la date du décès d'un officier ou d'un employé public, la moitié de la pension que le défunt recevait, ou qu'il aurait été en droit de recevoir s'il avait été mis à sa retraite, est payée à sa veuve sa vie durant et pendant viduité.

**Pension des enfants.** Si la femme d'un officier ou d'un employé public meurt avant lui, ou si lui ayant survécu, elle meurt ou contracte un nouveau mariage, cette demi-pension est payée à ceux des enfants de cet officier ou de cet employé qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans et jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge.

**Mode de paiement.** Cette demi-pension doit être aussi payée par versements mensuels, et doit courir jusqu'au premier du mois qui suit la date du mariage ou du décès de la veuve, ou la date à laquelle les enfants du défunt ont atteint l'âge de dix-huit ans. 40 V., c. 10, s. 10.

### § 3.—Du paiement des pensions.

**Nombre d'années de contribution requis.** **102.** Nul officier ou employé public n'a droit au montant entier de sa pension avant d'avoir subi la retenue pendant quinze ans; et si la pension devient payable avant l'expiration de cette période, une somme égale à la retenue qui aurait été faite sur le traitement de l'officier ou de l'employé, s'il était resté au service, est retranchée, cha-



que mois, du montant de sa pension, jusqu'à ce que les quinze années de retenue soient révolues. 40 V., c. 10, s. 9.

**107.** La pension de tout officier ou employé public en retraite est payée, sa vie durant, par le trésorier de la province, par versements mensuels, mais non d'avance. Durée du paiement de la pension.

Advenant le décès de l'officier ou de l'employé, sa pension court jusqu'au premier jour du mois suivant, et sa veuve, ou, à son défaut, ses héritiers, ont droit de recevoir le versement mensuel qui est alors exigible. 40 V., c. 10, s. 8. Pension du mois du décès de l'officier.

**108.** Il n'est payé aucune pension ou demi-pension aux personnes résidant hors des limites de la province, à moins que, pour des raisons spéciales, le lieutenant-gouverneur en conseil en ordonne autrement. 40 V., c. 10, s. 15. Résidence des pensionnaires.

#### § 4.—Dispositions finales.

**109.** Le paiement des pensions et des remboursements est fait sur le fonds consolidé du revenu. 44-45 V., c. 14, s. 7. Fonds à même lequel les pensions sont payées.

**110.** Si un officier ou un employé public abandonne volontairement le service, ou si sa charge est abolie, les sommes qui ont été retenues sur son traitement et versées dans le fonds consolidé du revenu, lui sont immédiatement remises, sans intérêt. Remise de la contribution dans certains cas.

Si un officier ou un employé public est contraint par quelque infirmité physique ou mentale de quitter le service civil, avant le temps auquel une pension aurait pu lui être accordée, les sommes qui ont été retenues sur son traitement lui sont remises immédiatement, ou s'il décède avant ce temps, les sommes ainsi retenues sont remises à sa femme et, à défaut de femme, à ses enfants. Idem.

Il n'est fait aucun remboursement à un officier ou à un employé public qui est destitué. 40 V., c. 10, s. 13 ; 44-45 V., c. 14, s. 6. Proviso, s'il y a destitution.

**111.** La retraite est obligatoire pour tout officier ou employé public à qui la pension est offerte ; et cette offre ne peut en aucune manière être considérée comme comportant la censure. 40 V., c. 10, s. 12. Retraite obligatoire.

**112.** La pension ou la demi-pension est incessible et insaisissable. 40 V., c. 10, s. 14. Insaisissabilité de la pension.

**113.** Tout officier ou employé public mis à sa retraite pour cause d'infirmités physiques ou mentales, âgé de moins de soixante ans, qui devient en état de rendre ses services, peut être appelé à remplir tout emploi public que ses services antérieurs l'ont rendu apte à exercer et qui n'est pas inférieur, Offre d'emploi aux pensionnaires.

- Proviso.** sous le rapport du rang et des émoluments à celui qu'il a quitté, pourvu que l'exercice de cet emploi lui permette de résider soit au siège du gouvernement, soit dans le district qu'il a habité en dernier lieu.
- Suspension de la pension.** Pendant qu'il occupe ainsi cet emploi, le paiement de sa pension est suspendu.
- Effet du refus de servir.** Si cet officier ou cet employé public refuse ou néglige de remplir les devoirs de l'emploi ainsi offert, il perd par le fait, ainsi que sa veuve ou ses enfants, tout droit ultérieur à une pension ou demi-pension. 40 V., c. 10, s. 17.

## SECTION ONZIÈME.

## DE LA SAISSABILITÉ DU TRAITEMENT DES OFFICIERS ET EMPLOYÉS PUBLICS.

- Saisissabilité des traitements.** **110.** Le traitement de tout officier ou employé public, échu et à échoir, est saisissable dans la proportion suivante, savoir :
1. Un cinquième du paiement mensuel d'un traitement n'excédant pas mille piastres par année ;
  2. Un quart du paiement mensuel d'un traitement excédant mille piastres mais n'excédant pas deux mille piastres par année.
  3. Un tiers du paiement mensuel d'un traitement excédant deux mille piastres par année. 38 V., c. 12, ss. 1 et 2.
- Manière de traiter cette saisie.** **111.** La saisie de cette partie de traitement est émise et jugée de la même manière que la saisie-arrêt après jugement, devant tout tribunal compétent. 38 V., c. 12, s. 3.
- Signification du bref.** **112.** Une copie du bref de saisie-arrêt est signifiée et laissée entre les mains du chef ou du sous-chef du département ou du bureau dans lequel l'officier ou l'employé public rend ses services et est payé.
- Rapport de l'huissier.** L'huissier doit faire sur le dos de cette copie, une déclaration du jour de la signification et la signer. 38 V., c. 12, s. 4.
- Rapport du chef ou sous-chef du département.** **113.** Le chef ou le sous-chef du département ou du bureau dans lequel le traitement ainsi saisi est payé, au lieu de faire une déclaration sous serment, fait un rapport au tribunal, sous sa signature, constatant le montant du traitement dû lors de la signification du bref de saisie-arrêt et celui du traitement à échoir chaque mois, si cet officier ou employé public continue son service dans les mêmes conditions. 38 V., c. 12, s. 5.
- Production d'un état par le créancier au département.** **114.** Il est néanmoins loisible à tout créancier d'un officier ou employé public, avant d'intenter une poursuite ou de faire émettre un bref de saisie-arrêt, de pro-

duire un état assermenté de sa créance, ou une copie de jugement, au département ou au bureau dans lequel cet officier ou employé public reçoit son traitement.

Si l'officier ou employé public reconnaît devoir la somme réclamée et en autorise, par écrit, le paiement sur la partie saisissable de son traitement, le chef ou le sous-chef de ce département ou de ce bureau paie le créancier conformément à l'autorisation, à chaque époque de paiement du traitement. Paiement s'il y a entente avec l'officier.

Si plusieurs créanciers se présentent en même temps, ils sont payés concurremment en proportion de leurs créances respectives. 38 V., c. 12, s. 6. Paiement des créanciers concurremment.

**115.** Rien dans le précédent article ne peut avoir l'effet d'empêcher la saisie de la partie saisissable du traitement en vertu de l'article 110 ; et au cas d'une telle saisie, l'autorisation donnée en vertu de l'article précédent devient nulle et sans effet. 38 V., c. 12, s. 7. Proviso.

## SECTION DOUZIÈME.

### DISPOSITIONS FINALES.

**116.** Les dispositions de l'article 51 de ce statut ne s'appliquent pas aux titulaires actuels qui reçoivent un traitement excédant trois mille piastres par année. 43-44 V., c. 19, s. 6. L'art. 51, non applicable à certains officiers.

**117.** Les statuts et parties de statut mentionnés dans la cédula ci-dessous sont abrogés, et le présent statut leur est substitué. Clause abrogatoire.

Mais lorsque sur quelque point, les dispositions du présent statut ne sont pas les mêmes que celles des actes ou parties d'actes abrogés et auxquels il est substitué, alors, en ce qui regarde les transactions, matières et choses, subséquentes à l'époque de sa mise en vigueur, ses dispositions prévalent ; et quant aux transactions, matières et choses antérieures à cet époque, ce sont les dispositions des actes ou parties d'actes abrogés qui doivent prévaloir.

## CÉDULE.

STATUTS.	Chapitre.	Etendue de l'abrogation.
Statuts Refondus, Canada .....	10	Le tout.
Statuts Refondus, Canada.....	12	Le tout, sauf la section 7.
Statuts Refondus, Bas Canada .....	3	Section 4.
Statuts Refondus, Bas Canada.....	37	Section 102, §§ 2, 3, 4, et 5 ; et section 104.
Statuts Refondus, Bas Canada.....	82	Section 9.
Statuts Refondus, Bas Canada.....	83	Section 162.
Statuts Refondus, Bas Canada.....	92	Sections 1 à 8 inclusivement.
31 Victoria.....	8	Le tout.
31 Victoria.....	13	Section 3.
32 Victoria.....	8	Le tout.
32 Victoria.....	9	Le tout.
33 Victoria.....	7	Le tout.
36 Victoria .....	15	Le tout.
38 Victoria.....	12	Le tout.
38 Victoria.....	17	Section 10.
39 Victoria.....	15	Sections 1 et 10.
40 Victoria.....	9	Le tout.
40 Victoria.....	10	Le tout.
42-43 Victoria.....	6	Le tout.
43-44 Victoria.....	19	Section 6.
44-45 Victoria.....	14	Le tout.
45 Victoria.....	2	Le tout.
47 Victoria.....	5	Le tout.
48 Victoria.....	6	Sections 2, 3 et 4.